

Evo Morales ou l'incarnation de l'espoir du peuple bolivien : Évaluation du premier semestre d'action gouvernementale

par Maud Bailly

Introduction

Le 18 décembre 2005 demeurera une date clé de l'histoire de la Bolivie. Ce jour-là, le peuple bolivien a porté au pouvoir le premier président d'origine amérindienne du continent et a contribué à confirmer le phénomène de « virage à gauche » que connaît l'Amérique Latine depuis ces huit dernières années. Point culminant d'un processus de lutte sociale qui s'est intensifié dans le pays au cours de ce début de XXI^e siècle, les résultats de ces élections marquent le soutien de la population à l'élaboration d'un nouveau projet politique, réalisant par là ce que d'aucun nomment une « révolution démocratique » puisque menée par les urnes¹.

Cet événement intervient dans le deuxième pays le plus pauvre et le plus inégalitaire d'Amérique Latine (après Haïti). Les indicateurs de développement humain fournis par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) témoignent de la situation socio-économique désastreuse de la Bolivie. En effet, 62,7% de sa population est dite pauvre et plus d'un tiers vit en dessous du seuil de pauvreté absolue latino-américain (c'est-à-dire avec moins de 2 dollars par jour). En outre, la Bolivie ne fait pas exception à la réalité de la région latino-américaine, la plus inégalitaire au monde. Le coefficient de Gini qui permet de mesurer les écarts de distribution des revenus au sein d'une société sur une échelle de 0 à 100 (0 indiquant une égalité parfaite et 100 une inégalité parfaite) s'élève à 44,7 pour la Bolivie, ce qui la place parmi un des pays les plus inégalitaires au monde². Or ces inégalités économiques vont de pair avec une fracture ethnique : la population blanche de descendance hispanique possède la plupart du pouvoir économique et politique, tandis que la population amérindienne qui représente près de 70% de la population bolivienne, est historiquement exclue du système. Cette situation socio-économique est une réalité bolivienne alors que le pays est riche en ressources naturelles, possédant notamment les deuxièmes réserves de gaz naturel du continent. Mais l'histoire de la Bolivie est marquée par le pillage de ses ressources, d'abord par les colons espagnols et aujourd'hui par les puissances du Nord. Ceci a été favorisé par l'application de politiques néolibérales sauvages, encouragée par les institutions financières internationales, dont elle fût longtemps un de ses élèves modèles - ce qui lui valu de bénéficier de l'initiative PPTE (« pays pauvres très endettés »).

Dans ce contexte difficile, les défis auxquels est confronté le Mouvement vers le Socialisme (MAS) emmené par Evo Morales, ne sont pas des moindres. Le mandat que s'est assigné le leader de la nouvelle gauche indienne est celui de répondre aux attentes de la société civile ; ceci l'a conduit dès son arrivée au pouvoir à s'attaquer à de multiples fronts. Si Evo Morales a déjà prouvé à maintes reprises sa combativité au niveau de l'action syndicale, qu'en est-il à l'échelon présidentiel ? Six mois après son arrivée au pouvoir, quel bilan tirer de ce premier semestre d'action gouvernementale ?

¹ L'expression « révolution démocratique » suscite certaines controverses. Voir à ce propos : DO ALTO Hervé, « Après le triomphe électoral du MAS, les défis d'un gouvernement issu des luttes sociales », *Inprecor*, janvier-février 2006, n° 513/514.

² L'ensemble des données fournies ci-dessus sont issues du *Rapport mondial sur le développement humain 2005*, New York : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2005. Disponible sur internet : <<http://hdr.undp.org>>.

La population bolivienne a quant à elle confirmé son soutien à l'égard de la politique menée par le MAS et Evo Morales à travers les résultats des élections pour la composition de l'Assemblée constituante et du référendum concernant la question de l'autonomie des provinces. En outre, la participation citoyenne massive de ce 2 juillet traduit – parmi bien d'autres indices - le degré élevé de politisation de la société bolivienne ; le taux de participation a en effet atteint 84,51%, proche de celui enregistré lors des élections présidentielles de décembre, lesquelles témoignaient d'un taux de participation jamais égalé depuis 25 ans. Ce soutien populaire est-il justifié ? Evo Morales a-t-il tenu ses engagements et rendu la Bolivie plus « digne, souveraine et productive »³ ?

Pour répondre à ces questions, nous présenterons en un premier temps le contexte politique et social de l'arrivée au pouvoir de Morales, nous attardant brièvement sur l'historique de la Bolivie au cours de ces dernières années. Ceci nous permettra de mesurer l'ampleur des défis auxquels le gouvernement actuel est confronté et l'espoir mis en lui par la population. En un deuxième temps, nous aborderons neuf grands thèmes qui constituent des promesses électorales du MAS et mettrons en parallèle les positions défendues dans son programme électoral avec les politiques publiques mises en œuvre par celui-ci depuis son entrée en fonction à la tête du pays en janvier dernier. Enfin, nous tenterons d'effectuer un bilan de l'action politique du MAS et d'Evo Morales, bien que nos conclusions se heurteront sans aucun doute à l'insuffisance de temps dont a disposé le gouvernement à la tête du pays que pour pouvoir proprement juger son action politique.

1. Contexte de l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales et du Mouvement vers le Socialisme

La vie politique et sociale bolivienne de ces six dernières années a été marquée par une agitation de grande ampleur, qui a lancé les bases pour un processus de changement politique. A l'origine de ce mécontentement populaire se trouve l'échec d'un double processus de libéralisation mis en place au sortir des dictatures militaires en 1982. D'une part, une libéralisation politique, qui a mené à une démocratisation purement formelle. Et d'autre part, ce retour à un système démocratique est presque concomitant avec le début d'une libéralisation économique, et que d'autant accuse d'être à la source de la situation socio-économique désastreuse de la Bolivie. Cette libéralisation économique se traduit par l'application de politiques néolibérales⁴, à grands coups de privatisation d'entreprises publiques, fortement encouragées par les institutions financières internationales. Tous les présidents boliviens depuis les années 80 sont issus d'une même élite sociale - dite *la rosca* en Bolivie - et appliquent des politiques semblables, issues de ce modèle de développement néolibéral. Cette réalité trouve sa source dans le système politique bolivien, caractérisé par une « démocratie pactée ». Le système d'élection présidentielle suppose en effet que dans le cas où aucun candidat n'obtient la majorité absolue au premier tour, un deuxième tour indirect doit avoir lieu, obligeant les partis à s'entendre ensemble pour le choix d'un candidat. L'entente consensuelle entre ces partis dits « traditionnels » est poursuivie au cours des mandats présidentiels à travers l'élaboration de grands pactes politiques, élaboration qui est favorisée par une faible divergence idéologique entre ces formations politiques mais dont sont exclus les mouvements sociaux ou les syndicats. Ceci a contribué à éloigner le monde social du monde politique, provoquant une crise de représentativité. Le peuple bolivien, oscillant entre espoir d'un changement et désillusion, a été amené à douter de sa capacité à réellement influencer la politique du pays. Les partis n'étant

³ Slogan du Programme électoral du Mouvement vers le Socialisme (MAS) - élections de décembre 2005.

⁴ Nous entendons par « néolibéralisme » ce qui est également qualifié de « libéralisme néo-classique », c'est-à-dire une politique de laisser faire et de non intervention de l'Etat, envisagée uniquement comme un outil économique et dépourvue de considération philosophique.

plus à même d'écouter leurs revendications sociales, les citoyens se sont tournés vers les mouvements sociaux comme instrument d'expression de leurs demandes politiques.

Ainsi, ces différents facteurs combinés - démocratie purement formelle, crise de représentativité et échec des politiques néolibérales - ont créé une situation sociopolitique désastreuse et un véritable ras-le-bol social.

Le processus de lutte sociale a commencé avec la « guerre de l'eau » en avril 2000 à Cochabamba, suite à la privatisation des services d'eau potable. En septembre 2000, les paysans et les aymaras réussirent à bloquer les routes autour de La Paz. A la tête de ce blocus se trouve la Confédération syndicale unique des travailleurs de la terre de Bolivie (CSUTCB) et son leader Felipe Quispe. Ces deux événements ont sans aucun doute contribué à consolider et à légitimer les mouvements sociaux aux yeux de la population bolivienne. Aux élections présidentielles de 2002, le Mouvement vers l'alternative socialiste (MAS) dirigé par Evo Morales et qui se présente comme le porte-parole des organisations populaires, obtient 21% des voix, devenant ainsi la seconde force politique du pays. Mais c'est Gonzalo Sanchez de Lozada (août 2002-octobre 2003) qui s'empare alors des rênes du pouvoir et lance une période de libéralisme sauvage, par le biais de la privatisation de nombreux secteurs publics. De la guerre de l'eau, on passe alors à la « guerre du gaz » en octobre 2003, au cours de laquelle ce gouvernement a fait preuve de méthodes particulièrement répressives à l'encontre des manifestants qui réclamaient la nationalisation du secteur des hydrocarbures. A défaut d'obtenir gain de cause (du moins dans l'immédiat), ils réussirent néanmoins à contraindre le président à démissionner et à fuir aux Etats-Unis. Son premier ministre, Carlos Mesa, lui succédera à la tête de la Bolivie (octobre 2003-juin 2005). En janvier 2005 prend place la « seconde guerre de l'eau » : une grève générale de trois jours éclate à El Alto, obligeant la transnationale Suez-Lyonnaise des eaux à quitter le pays. Carlos Mesa connaîtra le même sort que son prédécesseur suite aux manifestations sociales de mai-juin 2005 qui l'ont conduit à présenter sa démission. Le Congrès désigna alors comme président par intérim Eduardo Rodriguez Veltzé (juin 2005-janvier 2006), président de la cour suprême de Bolivie. Celui-ci convoqua des élections anticipées, lesquelles ont vu le triomphe du MAS emmené par Evo Morales. Point culminant d'un processus de luttes sociales, ces élections sont l'expression par le peuple bolivien de son ras-le-bol vis-à-vis des politiques néolibérales mises en œuvre jusqu'alors en Bolivie et de sa lassitude vis-à-vis de cette élite dirigeante qui s'est maintenu au pouvoir depuis de si longues années ; il s'agit également pour les populations autochtones et pauvres de manifester leur refus d'exclusion et d'affirmer haut et fort leur identité. Cependant, il serait erroné de croire que la base électorale du MAS se limite à ces « exclus » du système ; la victoire transversale du parti politique à travers le pays montre combien les classes moyennes soutiennent également le parti.

Dans l'histoire politique bolivienne, la victoire de Morales est inédite. Jamais un candidat n'avait réussi à remporter les élections haut la main, dès le premier tour, comme l'a fait Evo Morales avec ses 53,74%. Ceci lui a permis d'éviter une négociation politique avec les partis traditionnels de droite, ce qui aurait sans aucun doute restreint sa marge de manœuvre. Malgré la victoire éclatante de Morales et de son parti, celui-ci se voit tout de même contraint de négocier avec l'opposition pour pouvoir mettre en application certaines mesures qui requièrent la majorité des deux tiers des voix au sein du Congrès, comme par exemple son projet de constituante. Le MAS a certes obtenu une majorité au Congrès, mais celle-ci demeure fragile : s'il dispose d'une large majorité à la Chambre des députés avec 72 sièges sur 130, il n'en est pas de même au Sénat, où il se trouve en minorité avec 12 sièges sur 27. Les résultats des élections préfectorales contribuent à nuancer également cette victoire du MAS, puisqu'il n'a remporté que trois des neuf préfectures. Les partisans du MAS expliquent ces résultats avec l'argument, qu'à cet échelon, les pratiques clientélistes et les votes traditionnels semblent avoir devancé le « vote conscient » promu par le parti « masista ».

Toutefois, la victoire générale du MAS est incontestable. Après 20 ans de néolibéralisme forcené, la population bolivienne a exprimé son appui pour la mise en œuvre d'un nouveau projet politique lors de ces élections de décembre 2005 et a mis en Morales tout son espoir pour que naisse une « nouvelle Bolivie ». Nous sommes dès lors amenés à nous demander si la politique menée par Evo Morales et son gouvernement sont à la hauteur de tout l'espoir mis en lui par le peuple bolivien.

II. Les grands changements promis par le Mouvement vers le socialisme et son leader

1. Les richesses en hydrocarbures, propriété nationale

Un des grands changements annoncé par Evo Morales consistait en la reprise du contrôle des ressources d'hydrocarbures boliviennes. La Bolivie est productrice de pétrole et possède les deuxièmes plus grandes réserves de gaz naturel en Amérique Latine après celles du Venezuela. Lors du référendum du 18 juillet 2004, 70% de la population bolivienne s'était prononcée en faveur de la récupération de la propriété des hydrocarbures par l'Etat. A l'origine de la question des hydrocarbures, on trouve la loi 1689 d'avril 1996 qui concède la propriété des hydrocarbures aux entreprises étrangères dès que ceux-ci sortent du puits –jouant de ce fait sur les termes juridiques, puisque la Constitution bolivienne proclame les ressources naturelles présentes dans *le sous-sol* comme propriété inaliénable de l'Etat. Les multinationales se sont alors accaparées du secteur des hydrocarbures, d'autant plus que les champs pétrolifères découverts à partir de cette date là ne sont plus taxés qu'à 18%, alors qu'auparavant le partage était de 50-50. Les mobilisations d'octobre 2003 - connues sous le nom de « guerre du gaz » - ont éclaté suite à l'accord donné par le président Gonzalo Sánchez de Lozada (août 2002 – octobre 2003) quant au lancement d'un grand projet d'exportation du gaz naturel vers les Etats-Unis par le consortium Pacific LNG (British Gas, British Petroleum et Repsol YPF se sont associés pour mener à bien ce projet, dont les bénéfices promettaient d'être juteux). Les manifestants réclamaient la nationalisation du secteur et la démission du président. En outre, les Boliviens - animés par un sentiment anti-chilien, présent dans l'esprit bolivien depuis la guerre du Pacifique de 1879 qui a privé le pays de son accès à la mer- refusaient que ce gazoduc transite par le Chili. La répression exercée à l'encontre des manifestants fût violente, causant plus de cinquante morts en trois jours⁵. Toutefois, l'obstination des protestants obligera le président à fuir aux Etats-Unis où il est toujours réfugié.

Depuis ces évènements, la nationalisation des hydrocarbures constitue une des revendications clé des mouvements sociaux. Aux élections de décembre, stratégie politique oblige, chacun des partis a repris cette revendication en son nom - bien que présentée de manière fort divergente d'une formation politique à l'autre.

Le 1^{er} mai 2006, quatre mois après son arrivée au pouvoir, le gouvernement Morales a annoncé la nationalisation des compagnies d'hydrocarbures⁶. Cette décision n'est en fait que la mise en œuvre de la volonté du peuple bolivien, exprimée à travers le référendum de juillet 2004. Elle s'inscrit dans la lutte des peuples et des mouvements sociaux pour récupérer leur propre richesse, premier pas vers la récupération de leur souveraineté. Suite à ce référendum avait été promulguée la loi de mai 2005 sur les hydrocarbures, accordant la propriété étatique à la sortie du puit. Cette loi ne fût jamais appliquée. Les multinationales ont poursuivi impunément leurs

⁵ Le nombre de victimes varient entre 50 et 80 morts selon les sources.

⁶ Entrée en vigueur du décret suprême n°28701 le 1^{er} mai 2006. Ce décret a été baptisé symboliquement « décret des héros del Chaco » : cette dénomination fait référence aux combattants de la guerre du Chaco des années 30, qui vit s'affronter la Bolivie et le Paraguay.

activités, les contrats les liant à l'Etat bolivien n'ayant même pas été ratifiés par le Congrès alors que la Constitution l'exigeait. La nationalisation vise donc à faire respecter la souveraineté de l'Etat sur ses ressources, les hydrocarbures étant constitutionnellement des biens nationaux, propriété inviolable de l'Etat.

La nationalisation concerne l'exploitation, l'industrialisation et la distribution des hydrocarbures. Les vingt-six compagnies étrangères sont ainsi passées sous le contrôle de l'entreprise d'Etat YPFB (Gisements pétrolifères fiscaux boliviens). Il s'agit d'une « nationalisation sans expropriation », les biens des multinationales n'étant pas confisqués et celles-ci n'étant pas expulsées, sous condition que leurs contrats soient révisés. Les firmes étrangères seront rétribuées pour leur service d'exploration et d'extraction, rétribution qui assurera un bénéfice raisonnable et la récupération de l'investissement. Le partage des profits pour les champs les plus productifs se fera suivant la répartition suivante, 82% pour l'Etat et 18% pour l'entreprise étrangère – ce qui correspond exactement à l'inverse du partage réalisé auparavant ; tandis que pour les champs moins productifs, au minimum 51% devront être accordés à l'Etat. Cette forme hybride de nationalisation est justifiée d'un point de vue pratique : l'Etat bolivien ne peut en effet se priver des connaissances techniques des multinationales. L'intention est qu'à travers l'entreprise publique YPFB se mette en place une association public-privé en matière d'exploitation des hydrocarbures, au sein de laquelle l'Etat serait l'actionnaire majoritaire. Celui-ci pourra ainsi déterminer des politiques en matière d'hydrocarbures, avec la garantie qu'elles seront suivies.

Au-delà de l'idée de récupération de la souveraineté nationale sur les ressources qui leur appartiennent, cette nationalisation permettrait une augmentation significative des recettes de l'Etat. En effet, Morales prévoit que sans même augmenter le prix du gaz ni le volume des exportations, les caisses de l'Etat seront renflouées de 300 millions de dollars. Ceci permettra au gouvernement Morales de financer ses politiques sociales, et par là, de respecter les engagements pris au cours de sa campagne électorale.

L'annonce de cette mesure a été accueillie avec satisfaction par la plupart des boliviens et des mouvements sociaux qui la perçoivent comme l'aboutissement de leur combat. Néanmoins, l'action de Morales ne satisfait pas l'ensemble des acteurs sociaux et politiques. Le gouvernement doit en effet faire face aux critiques des mouvements sociaux les plus radicaux, comme la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) de Jaime Solares et le Mouvement Indigène Pachakuti (MIP) de Felipe Quispe, qui dénoncent la faiblesse de cette mesure, prônant quant à eux une nationalisation sans indemnisation. Par contre, les provinces de Santa Cruz et de Tarija, où se trouvent les principaux gisements d'hydrocarbures, craignent quant à elles cette mesure de nationalisation et réclament, par le biais de leurs comités civiques, une plus grande autonomie, afin d'être seule bénéficiaire de leurs richesses financières et naturelles. Enfin, au niveau international, cette mesure a engendré de nombreuses tensions avec la plupart des gouvernements « liés » à une des vingt-six compagnies étrangères présentes dans le pays. La désapprobation est la plus vive du côté des entreprises brésilienne Petrobras et espagnole Repsol-YPF ainsi que de la part de leurs gouvernements respectifs. Le Brésil et l'Argentine, particulièrement touchés par cette nationalisation en raison de leur dépendance au gaz bolivien, ont décidé de faire front commun pour dénoncer une future augmentation des prix du gaz – alors qu'ils importaient le gaz bolivien à un prix « solidaire », nettement inférieur à celui du marché. L'Union Européenne a également marqué son désaccord lors du Sommet Union Européenne-Amérique Latine et Caraïbes qui s'est tenu à Vienne du 11 au 14 mai. Aux parlementaires européens qui lui reprochent de violer les droits humains (cfr. droit de propriété) en nationalisant les hydrocarbures, Evo Morales répond que leur conception des droits humains est bien différente de la sienne : « *le pillage historique de nos ressources naturelles est une violation des droits humains (...), avec cette nationalisation nous ne faisons qu'exercer le droit*

de propriété sur ces ressources naturelles » qui appartiennent aux peuples. Quant les européens brandissent la menace de faillite, le président bolivien leur rétorque que c'est à cause de la privatisation et du saccage des ressources naturelles que la Bolivie est en faillite, et que la nationalisation va lui permettre de sortir de cette situation.⁷

Malgré les rebondissements qui ont suivi son annonce, le gouvernement Morales n'entend pas s'arrêter à une telle mesure. Ainsi, le ministre de la Présidence, Juan Ramón Quintana déclarait il y a peu : « *Comme cela s'est passé pour le gaz naturel, nous devons récupérer toutes les ressources naturelles pour en faire bénéficier la population et nous libérer ainsi des centres impérialistes qui nous ont condamnés à n'être que des fournisseurs de matières premières* ». ⁸

2. L'eau, un droit pour tous

La question de l'eau potable est un sujet qui déchaîne les passions en Bolivie. Le pays a connu des protestations historiques contre la privatisation des services d'eau potable, connues sous le nom de « guerres de l'eau ». La première fût déclenchée en avril 2000 à Cochabamba suite à une augmentation scandaleuse des tarifs d'eau potable, résultant de la privatisation des services d'eau. Les pressions populaires sont parvenues à expulser la firme privée Aguas del Tunari, filiale de la multinationale américaine Bechtel. Cette mobilisation a donné naissance à la Coordination de l'eau (dont Oscar Olivera est le porte-parole) qui vise à associer les différents partenaires sociaux et politiques - assemblée, conseil municipal, syndicats et comités de quartiers - dans la prise de décision relative à l'eau. En 2005 le scénario se répète à El Alto, banlieue pauvre de La Paz. Les mobilisations populaires, au cœur desquelles se trouve des comités de quartier (Fédération des comités de voisinage, Fejuves), font pression sur l'entreprise Aguas del Illimani, filiale de la multinationale française Suez-Lyonnaise des eaux, à laquelle ils reprochent l'augmentation des tarifs et les mauvais services fournis par celle-ci. Ils parviendront encore une fois à ce que le contrat de la multinationale soit rompu. Dans chacune de ces affaires doit être souligné le rôle de la Banque mondiale : celle-ci encourage fortement les pays du Sud à libéraliser leur économie et à ouvrir leurs marchés ; dans le cas de la Bolivie, la privatisation des entreprises publiques de service d'eau fut posée comme condition préalable à l'octroi de nouveaux prêts. Malgré une double victoire certaine pour les mouvements populaires, aucune de ces affaires n'est encore résolue : chacune de ces multinationales réclame en effet des indemnités pour les investissements qu'elles auraient réalisés.

Le Forum mondial de l'eau qui a pris place à Mexico en mars de cette année a souligné le fait qu'aujourd'hui encore, les populations pauvres des grandes villes boliviennes n'ont pas accès à l'eau potable. A El Alto et à Cochabamba, anciens bastions des guerres de l'eau, respectivement un quart et la moitié de la population de la ville, sont exclus des systèmes de distribution d'eau. Le défi est dès lors de taille pour le gouvernement Morales : il s'agit de garantir l'accès à un droit fondamental à un prix abordable. La question de l'eau est bien entendu étroitement liée à celle la souveraineté alimentaire et plus globalement à la souveraineté nationale.

Dans son programme électoral, le MAS s'est engagé à augmenter l'investissement public pour améliorer la distribution d'eau potable. Ses promesses quant à la récupération des ressources hydriques par l'Etat, après la nationalisation du secteur des hydrocarbures, sont prises très au sérieux par la population. « *L'eau ne sera jamais une affaire privée, mais bien un service public,*

⁷ MORALES AYMA Evo, *discours* – à l'occasion de la signature des accords de coopération et de solidarité, La Paz, 26 mai 2006. Disponible sur internet : <<http://www.presidencia.gov.bo>>.

⁸ CHAVEZ Franz, *Bolivia : Gobierno indígena entre logros y utopías*, Rome : Agencia de noticias Inter Press Service (IPS), 29 jul 2006, <http://www.ipsnoticias.org>, août 2006.

et nous déterminerons comment récupérer cette ressource qu'est l'eau pour les boliviens », déclarait Morales il y a peu.⁹ Le MAS parle de mettre en place des entreprises publiques, gérées partiellement par les citoyens, lesquels auraient essentiellement une fonction de surveillance. En attendant la réalisation concrète de ces promesses, il se pourrait bien que la population s'impatiente, dans tel cas elle ne ferait pas exception à Morales de la démonstration de ses capacités de mobilisations.

3. Une nouvelle Constitution pour une nouvelle Bolivie

La convocation d'une Assemblée constituante est une revendication portée par les mouvements sociaux depuis plusieurs années, destinée à élaborer « *une constitution par et pour le peuple bolivien* ». L'Assemblée constituante est selon les propos de Morales le meilleur outil pour approfondir la démocratie : il s'agit là d'une « *révolution démocratique culturelle* » qui permettra de « *changer la Bolivie* » et de la restructurer profondément au niveau social, économique et politique. Ce projet de constituante s'inscrit dans la volonté de mettre en œuvre un processus de décolonisation profonde visant à abolir l'Etat post-colonial. Une des grandes promesses électorales du MAS consistait donc en la convocation de cette Assemblée, laquelle aurait pour tâche de rédiger une nouvelle Constitution qui codifierait la « révolution » annoncée par Morales. Il ne s'agit pas, selon les propos du président bolivien, de « *réformer la Constitution, puisque ceci pourrait être réalisé par le Congrès, mais bien de refonder la Bolivie* ». ¹⁰

Animé par une telle ambition, Morales a donc organisé les élections pour la composition de la constituante début juillet. Notons que les résultats de ces élections nous fournissent également un excellent indicateur du soutien populaire accordé au président bolivien, soutien qui est sans aucun doute étroitement lié à une évaluation réalisée par la population bolivienne de l'action gouvernementale de Morales durant ce premier semestre. A première vue, les résultats laissent entrevoir un Morales triomphant, soutenus par plus de la moitié de la population bolivienne. Sur les 255 constituants élus, 137 sont en effet issus du MAS, tandis que la deuxième force politique, Podemos (Poder democrático y social), n'en obtient que 60¹¹. Outre les 51% de votes obtenus par le MAS, il faut également prendre en considération la quinzaine de sièges obtenus par les partis locaux progressistes et indiens, alliés du MAS et qui l'appuieront lors des débats en Assemblée. Evo Morales a interprété ces résultats comme une demande de la part du peuple et du mouvement indien de la poursuite des transformations profondes qu'il a entreprises.

Néanmoins, ces résultats débouchent sur un certain paradoxe¹². Si l'ensemble de ces sièges représente près de 60%, ceci est loin d'être suffisant par rapport aux deux tiers requis pour l'approbation de la future Charte constitutionnelle. L'alliance avec des formations de l'opposition sera donc nécessaire, ce qui remet quelque peu en question la possibilité d'une réforme intégrale et radicale de la Constitution bolivienne. Tout partisan d'un débat démocratique et équilibré ne pourrait certes que se réjouir d'une participation des différentes forces politiques à l'élaboration de la Charte constitutionnelle, indispensable à sa légitimité. Mais cette situation présente le risque qu'une minorité puisse bloquer le projet d'une « *nouvelle Bolivie* », d'autant plus lorsque l'on sait que les partis traditionnels n'apprécient guère de voir un perturbateur tel que Morales tenir les rênes du gouvernement. C'est pourquoi Raúl Zibechi qualifie les résultats de ces élections comme « *un ballottage technique* » plutôt que comme une

⁹ MORALES AYMA Evo, *discours*, op.cit.

¹⁰ Ibidem.

¹¹ *Résultats de l'Assemblée constituante et du référendum sur les autonomies*, document d'information publique n°3, La Paz : Cour nationale électorale de la République de Bolivie (CNE), juillet 2006. Disponible sur internet : <<http://www.cne.org.bo>>.

¹² PEREZ Benito, « Le succès paradoxal d'Evo Morales », *Le Courrier*, 4 juillet 2006.

« victoire électorale implacable ». Le journaliste semble des plus pessimistes quant à l'aboutissement du projet de Constituante entrepris par le MAS, pointant du doigt les concessions accordées à la droite par ce dernier au sujet des deux tiers requis pour l'adoption de la Charte. En outre, il dénonce le contenu de la Loi de convocation de la Constituante qui autorisait seulement les candidats issus de partis politiques ou de groupes officiels à se présenter aux élections, excluant de la sorte du processus les petites organisations paysannes et indiennes, qui ne pouvaient être représentés qu'au travers du MAS, remettant ainsi quelque peu en question leur indépendance par rapport au parti¹³.

L'Assemblée constituante siège en ce moment à Sucre, la capitale du pays¹⁴, et ce qui ressortira de ces sessions est sans aucun doute décisif tant pour l'avenir politique du MAS que pour celui du pays.

4. « Narcotrafic zéro, mais pas cocalero zéro »

Une autre grande attente populaire à l'égard du gouvernement de Morales est celle de mesures prises en faveur des cultivateurs de coca. On le sait, si Morales s'est fait connaître sur la scène politique, c'est avant tout en tant que leader du syndicat des *cocaleros*, mobilisés contre les politiques en œuvre à l'égard de la culture de coca. Celles-ci tournaient autour d'un effort d'éradication de ces cultures, essentiellement dans le cadre du « Plan dignité » (1997-2001), en coopération avec les Etats-Unis. Washington assimile en effet la coca à la cocaïne et les *cocaleros* aux narcotrafiquants et encourage donc la mise en place de politiques particulièrement répressives, visant à éliminer totalement les cultures de coca. Si la loi bolivienne autorise une superficie de 12 000 hectares de culture de coca, destinée à des usages traditionnels, plus de la moitié des cultures existantes sont donc néanmoins considérées comme illégales. Il faut souligner ici le rôle des politiques néolibérales et d'ajustement structurel dans l'augmentation de la production de la coca. Les réformes de privatisation des années 80 ont entraîné de nombreuses pertes d'emploi dans le milieu ouvrier, et surtout minier¹⁵, poussant les gens à se tourner vers la production de coca, comme seule source de survie.

Evo Morales, fidèle à ses racines politiques, s'est engagé à défendre les cultivateurs de Coca et à mettre un terme à la politique de destruction des plantations de coca, tout en luttant contre le trafic de drogue et la production de cocaïne. Cette politique est résumée par le président lui-même comme celle d'un « *narcotrafic zéro, mais pas cocalero zéro* ». La feuille de coca est considérée comme sacrée dans la culture traditionnelle bolivienne et constitue également un symbole de l'identité amérindienne. Morales entend développer le marché légal de la coca, en valorisant ses multiples usages : alimentaire, médicinal et rituel. En ce sens, des études scientifiques de Harvard ont souligné sa valeur nutritive significative, certains la présente même comme une solution pour combattre la famine dans la région andine. En outre, elle pourrait constituer un produit d'exportation destinée à l'industrie pharmaceutique. Morales fait donc ouvertement campagne pour défendre les bienfaits de la feuille de coca et lutter contre sa criminalisation au niveau international. Il s'agit de faire retirer la plante de la liste des stupéfiants issue de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 établie par l'ONU et de cesser de mener cette « *bataille irrationnelle à la feuille de coca* »¹⁶. Enfin, Morales s'est

¹³ ZIBECHE Raúl, « Bolivie : le ballottage technique souhaité », *La Jornada*, 10 juillet 2006.

¹⁴ A vrai dire, la Bolivie possède deux capitales qui se partagent les pouvoirs : Sucre (capitale constitutionnelle) et La Paz (siège du gouvernement).

¹⁵ En 1986, le démantèlement de la Corporation minière de Bolivie provoqua la fermeture de nombreuses mines et le licenciement de vingt mille mineurs.

¹⁶ GIACOSA Guillermo, *La irracional batalla a la Hoja de Coca*, Revista Mariátegui, 21 juillet 2006, <http://mariategui.blogspot.com>, août 2006.

engagé à mettre un terme au « Plan Dignité »¹⁷ et à refuser l'ingérence nord-américaine dans les affaires du pays au nom d'une prétendue guerre contre la drogue.¹⁸ Si l'attente populaire est grande à cet égard et que ce dossier est sans aucun doute un de ceux qui tient particulièrement à cœur l'ex-syndicaliste cocalero qu'est Morales, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un dossier brûlant qui se heurte particulièrement aux intérêts étasuniens dans leur lutte contre les narcotrafiquants. Il n'empêche, rétorquent les partisans du MAS, que Washington a beau jeu de traiter Morales de « *narco-cocalero* » alors que les Etats-Unis sont les premiers consommateurs mondiaux de cocaïne.

5. Le droit à la terre : une *révolution* agraire

Evo Morales, fidèle à ses racines paysannes et à son soutien envers les mouvements paysans et amérindiens, s'était engagé à lancer une réforme agraire d'ampleur ; ceci figurait parmi les dix commandements que s'était assigné le MAS¹⁹. Dans un pays où 40% de la population vit en milieu rural, où l'on trouve la plus grande concentration de terre en Amérique Latine (87% des terres sont entre les mains de 7% des propriétaires, tandis que le reste est partagé entre des millions de paysans) et où 4 millions de paysans se trouvent sans terre²⁰, on peut comprendre l'ampleur du défi et les exigences d'une partie de la population à ce sujet. Le Mouvement Sans Terre bolivien (MST)²¹ continuera à soutenir le MAS tant que celui-ci ne le décevra pas.

Peu après l'annonce de la nationalisation des hydrocarbures, Morales annonçait le lancement d'une seconde réforme agraire, toujours dans cette idée de récupérer les ressources naturelles : « *en récupérant la terre, nous récupérerons toutes les ressources naturelles. Nous sommes en train de nationaliser la totalité des ressources naturelles* »²². On parle d'une *seconde* réforme agraire car la première fut lancée en 1953, suite à la révolution de 1952. Mais le projet de redistribution des terres fût bloqué par des groupes de pouvoir agricole, soucieux de préserver leurs intérêts économiques et politiques. La distribution se fit de manière inégale : au fil du temps, les *latifundios* se sont développés, surtout à l'est du pays, dans les régions riches (Santa Cruz, Tarija) qui revendiquent davantage d'autonomie. Ces latifundios se trouvent essentiellement aux mains de grands propriétaires terriens brésiliens mais aussi uruguayens, ayant souvent acquis leur propriété de manière illégale. En revanche, se développent parallèlement des *minifundios* à l'ouest du pays, aux mains de petits paysans, disposant tout juste de quoi survivre. Face à l'échec de cette réforme, les mouvements paysans réussirent à faire adopter une loi dite 1.715 en 1996, qui prévoyait la mise en œuvre effective d'une redistribution de la terre. Cette loi ne fût également jamais réellement mise en application, car elle se heurtait aux intérêts économiques et politiques de l'agro-pouvoir : en dix ans de temps, les résultats ne furent que très peu encourageant. Or, face à ces doubles échecs, Morales a lancé

¹⁷ Le « plan Dignité » (précurseur du « plan Colombie »), mis en œuvre conjointement par les gouvernements boliviens et étasunien, vise à éradiquer totalement la production de cocaïne dans le pays, en éliminant les cultures de coca.

¹⁸ *Programme électoral du Mouvement vers le Socialisme (MAS)*, décembre 2005. Disponible sur internet : <<http://www.masbolivia.net>>.

¹⁹ Ibidem.

²⁰ DOS REIS Isabelle, « Bolivie : la "Seconde réforme agraire" touchera de plein fouet les grands propriétaires brésiliens », *Info Terra* - Freres des Hommes, juillet 2006, n°69.

²¹ Le Mouvement Sans Terre bolivien, mouvement social récent, regroupe une population paysanne et amérindienne qui, à l'image de leurs homologues brésiliens, revendiquent une redistribution des terres au profit des paysans qui en sont dépourvus.

²² Extrait du discours d'Evo Morales lors de la cérémonie de lancement de la réforme agraire (3 juin 2006, Santa Cruz). Source : *Le président bolivien lance sa réforme agraire avec les premiers dons de terrains*, Paris : Frère des Hommes, 6 juin 2006, <http://www.france-fdh.org>, août 2006.

la « reconduction communautaire de la réforme agraire », décidé à « *parier non pas sur une réforme agraire sinon [sur] une révolution agraire* »²³.

Evo Morales a lancé les premiers pas de sa « révolution agraire » au début du mois de juin. Il a ainsi redistribué près de 25000 kilomètres carrés de propriété agricole étatique, octroyant 60 titres de propriétés foncières à des communautés paysannes. Malgré des négociations tendues avec les dirigeants du secteur agricole, le gouvernement a continué dans cette voie en octroyant plus de 2000 titres de propriétés à des familles boliviennes en ce début de mois d'août et a fait connaître son « plan de révolution agraire ». Celui-ci prévoit avant toute chose une redistribution juste des terres, soit la concession de 200 000 kilomètres carrés de propriété étatique (près de sept fois la Belgique) aux paysans sans terre, d'ici 2011. L'idée est de redistribuer les grandes propriétés cultivables improductives, qui ne sont d'aucun usage économique ou sociale, tel que mentionné dans la Constitution bolivienne. Le gouvernement vise par là à abolir les latifundios et à mettre un terme aux spéculations foncières, aux trafics de propriétés et aux acquisitions illégales de la terre. L'Etat envisage de reprendre le contrôle sur ces superficies cultivables afin de les redistribuer aux paysans ne disposant pas de suffisamment de terres pour pouvoir subvenir à leurs besoins, redistribution qui s'opérera en partenariat avec le secteur social et les autorités municipales. Outre une redistribution des terres, le plan envisage une redistribution de tracteurs et d'outils agricoles, un appui technologique de l'Etat visant à encourager la mécanisation de l'agriculture tout en valorisant les pratiques et les traditions andines relatives à la terre²⁴, ainsi que l'octroi de crédits et de subsides aux petits paysans. Il s'agit enfin de garantir aux paysans un accès aux marchés nationaux et internationaux et de les protéger face à la concurrence externe.²⁵

Nul doute, la révolution agraire lancée par Morales s'inscrit pleinement dans le développement d'une Bolivie « *digne* », parce que justice aura été rendue aux petits paysans et aux populations autochtones historiquement exclus du système agricole, « *souveraine* », puisque visant à garantir la souveraineté alimentaire nationale, et « *productive* »²⁶, contribuant au développement agricole et économique du pays.

Il s'agit néanmoins d'une mesure qui se heurte à de nombreuses réticences, essentiellement de la part du pouvoir agricole et des grands propriétaires terriens, établis dans la région de Santa Cruz, laquelle réclame son autonomie. L'annonce de cette mesure a à nouveau engendré des tensions avec le voisin brésilien, puisque la plupart des grands propriétaires terriens visés par l'initiative sont d'origine brésilienne.²⁷

Etant donné le caractère particulièrement récent de cette mesure, il est difficile de porter une évaluation sur cette action gouvernementale. Quoiqu'il en soit, nous pouvons néanmoins constater que le gouvernement Morales s'est attaqué à ce problème, conformément à ses promesses électorales, mais nul ne sait si cela amènera les résultats attendus par tant de millions de paysans. Notons enfin que la question agraire est également aux mains de l'Assemblée constituante qui devra examiner la question de la propriété de la terre et des ressources naturelles.

²³ MORALES AYMA Evo, *discours*, op.cit.

²⁴ *Evo Morales lanzó la "revolución agraria"*, Venezuela : Telesur, 2 août 2006, <http://www.telesurtv.net>, août 2006.

²⁵ MORALES AYMA Evo, *discours*, op.cit.

²⁶ Cfr. Slogan électoral du MAS.

²⁷ DOS REIS Isabelle, « Bolivie : la "Seconde réforme agraire" touchera de plein fouet les grands propriétaires brésiliens », *Info Terra* - Freres des Hommes, juillet 2006, n°69.

6. Renforcer la lutte internationale de refus de paiement de la dette

La dette de la Bolivie a explosé dans les années 70 alors que le pays se trouvait sous une dictature militaire. Suite à son retour à la démocratie en 1982, les gouvernements boliviens ont perpétuellement coopéré avec les institutions financières internationales, appliquant à la lettre les recettes du Consensus de Washington. Ces réformes structurelles n'ont nullement amélioré la situation socio-économique du pays, bien au contraire. Pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, élève docile des institutions financières internationales, la Bolivie a bénéficié de l'initiative PPTE (« pays pauvres très endettés ») lancée en 1996 par le G7 et qui vise à alléger la dette des pays les plus pauvres et dont l'endettement est considéré comme non soutenable. Les allègements de dette réalisés dans ce cadre visent ni plus ni moins à s'assurer de la continuité du remboursement en rendant la dette « soutenable », mais surtout à renforcer le mécanisme d'ajustement structurel, étant donné que cet acte de soi-disant générosité est soumis à condition²⁸. En juin 2005, le G8 annonçait une annulation « historique » de la dette pour les pays PPTE ayant fait preuve de coopération avec les institutions financières internationales. De ce fait, Morales débute son mandat avec une réduction - à première vue non négligeable - de la part multilatérale de la dette extérieure publique bolivienne. Dans cette perspective, le FMI a entamé depuis le mois de janvier de cette année une annulation progressive de ses créances avec la Bolivie. La Banque mondiale en a fait de même, depuis le 1^{er} juillet, de l'ordre de 390 millions de dollars d'ici à 2016 (soit une annulation de 39 millions de dollars annuellement). L'allègement atteindra près de 1500 millions de dollars d'ici à la fin de la période d'allègement, en 2044. Cependant, il est regrettable que l'annulation ne concerne que les prêts accordés jusque fin 2003, alors que le Fond Monétaire International (FMI) considère la période allant jusque fin 2004. Ceci suppose que plus de 200 millions de dollars, contractés auprès de la Banque mondiale durant l'année 2004, ne feront pas partie de cette mesure d'allègement. L'ensemble de l'annulation réalisée par la Banque mondiale et le FMI s'élèvera à un montant d'environ 1750 millions de dollars, soit seulement 36% de la dette extérieure bolivienne actuel. Fin 2005, le stock de la dette extérieure bolivienne s'élevait à 4850 millions de dollars. Les emprunts contractés auprès de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et de la Corporation Andine de Développement (CAF) ne font pas partie de cette mesure, alors que leur part est considérable dans la dette bolivienne²⁹. Quelle annulation « historique » ! Quoiqu'il en soit, cette décision internationale demeure une nouvelle appréciable pour le gouvernement Morales, mais elle ne freinera nullement l'hémorragie de la dette.

La question de la dette extérieure n'est que peu brandie par la rue ou par le MAS. Toutefois, dans son programme électoral, celui-ci dénonce le mécanisme de la dette qui n'est autre qu'« *un instrument de la politique impérialiste pour dominer et soumettre les peuples* ». Le MAS affirme dès lors que la Bolivie ne payera pas sa dette extérieure et qu'ils contribueront à renforcer la lutte internationale de refus de paiement de cette dette. S'il ne s'agit pas d'une revendication forte de la rue, c'est probablement parce que le mécanisme de la dette est complexe et qu'il affecte *indirectement* l'ensemble de la vie bolivienne (en comparaison avec la privatisation d'une entreprise de distribution d'eau qui a entraîné *directement* une augmentation du coût de l'eau et donc le mécontentement de la population à l'égard de cette entreprise privée). Or en ce début de mandat, Morales a tout intérêt à d'abord répondre aux revendications

²⁸ Dans leur ouvrage « 50 questions, 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale », Eric Toussaint et Damien Millet présentent le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DRSP), que les pays doivent rédiger et suivre pour pouvoir bénéficier de l'initiative PPTE, comme « *la poursuite et l'approfondissement de la politique d'ajustement structurel en cherchant à obtenir une légitimation de celle-ci par l'assentiment des gouvernements et des acteurs sociaux locaux* ».

²⁹ L'ensemble de ces données proviennent de la FUNDACION JUBILEO : *Condonación de la deuda con el banco mundial se hará efectiva en Julio de 2006*, Communiqué de presse, La Paz : Fundación Jubileo, 9 janvier 2006, <http://www.jubileobolivia.org>, août 2006.

pressantes de la rue, s'il ne veut pas subir le même sort que les deux présidents boliviens précédents.

Fin mars, l'accord financier de la Bolivie avec le Fond Monétaire International (FMI) est arrivé à terme et le gouvernement Morales a décidé de ne pas renouveler cet accord, en regard aux résultats issus des mesures préconisées par le FMI. Cette décision intervient dans l'optique d'une plus grande indépendance économique à l'égard de cet organisme financier. En effet, au-delà de la question financière, c'est avant tout la volonté de définir ses propres politiques économiques et financières et de mettre ainsi un terme à la « dictature FMIste » qui a motivé cette décision. Mais une telle souveraineté économique suppose que la Bolivie dégage ses propres ressources économiques - un premier pas ayant été franchi dans ce sens avec la nationalisation des hydrocarbures. Néanmoins, cette distanciation semble pour l'instant se limiter au FMI, puisque la Banque Mondiale a déclaré qu'elle continuerait à coopérer avec la Bolivie. En outre, le gouvernement semble se tourner de plus en plus vers la Corporation Andine de Développement (CAF)³⁰, laquelle offre des prêts à des conditions non moins désavantageuses. Ceci semble entrer en contradiction avec la volonté affichée par le gouvernement du MAS de réduire la dépendance externe du pays.

Il est toutefois important de constater que la Bolivie est le premier pays pauvre très endetté (PPTE) à oser se distancier du FMI³¹. Evo Morales va-t-il continuer dans ce sens à l'égard des autres institutions financières ? Sera-t-il un des leaders de la création (hypothétique) d'un front commun latino-américain de refus de paiement de la dette ? A l'heure où le projet de création d'une Banque du Sud est plus que jamais à l'ordre du jour, ceci semble plus que jamais une solution parfaitement envisageable.

7. La Bolivie, actrice sur la scène internationale

Outre les affaires nationales, les enjeux sont également immenses au niveau de la politique extérieure. La stratégie adoptée par Morales en ce domaine définira la place que la Bolivie adoptera au sein du continent latino-américain ainsi que sur la scène internationale.

Le premier enjeu est celui des relations que la Bolivie entretiendra avec les Etats-Unis. Evo Morales fait partie de cette génération de dirigeants latino-américains hissés au pouvoir au cours de ces huit dernières années et peu apprécié de Washington, parce qu'osant contredire quelque peu l'hégémonie écrasante du modèle politique et économique promu par le géant nord-américain, inquiet quant à la pérennité de son influence géopolitique, idéologique et commerciale au sein de son « arrière cour ». Il est vrai que dans son programme électoral, le MAS critique de manière quelque peu virulente et rejette clairement la culture occidentale, avec son indissociable bagage qu'est l'économie capitaliste et le modèle de globalisation néolibérale. Il a également déclaré refuser toute « *soumission [ou] subordination* » de la Bolivie, tout en faisant part de sa volonté d'entretenir un dialogue avec Washington. Malgré la modération dont peut faire preuve Evo Morales, le gouvernement américain fulmine à son égard, le traitant de « *terroriste* », « *narco-cocalero* », « *instrument de Chávez et de Castro* » ou encore « *ami des FARC* » (Forces armées révolutionnaires de Colombie)³². Plusieurs dossiers heurtent la « sensibilité » de Washington. Parmi ceux-ci, la défense des cultivateurs boliviens de coca à propos de laquelle s'est engagé Morales et qui le conduit à refuser l'ingérence de Washington

³⁰ Institution financière multilatérale, la CAF est la principale source de financement multilatéral pour les pays de la Communauté Andine.

³¹ FUNDACION JUBILEO, *Bolivia intenta alejarse del FMI para apostar por su soberanía económica*, La Paz : Fundación Jubileo, <http://www.jubileobolivia.org>, août 2006.

³² LEMOINE Maurice, « Puissant et fragmenté, le mouvement social bolivien », *Le Monde diplomatique*, novembre 2005, p.14-15.

dans les affaires du pays, au nom d'une prétendue guerre contre la drogue. Le président bolivien se dit néanmoins prêt à collaborer avec Washington dans la lutte contre les narcotrafiquants mais invite également son voisin à prendre ses responsabilités, en tant que premier consommateur mondial de cocaïne. Ajoutons à cela le fait que le président bolivien ait toujours déclaré haut et fort son refus de négocier avec Washington un quelconque Traité de libre-échange ou de coopérer pour la mise en place d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA, ou ALCA en espagnol). Ce projet tient particulièrement à cœur la puissance américaine, mais Morales dénonce la stratégie néo-colonialiste qui la sous-tend, visant à rétablir une emprise sur des pays anciennement colonisés³³. Enfin, les relations privilégiées qu'entretient le président bolivien avec ses homologues vénézuélien et cubain condamnent d'emblée Evo Morales à être placé dans le camp ennemi des Etats-Unis.

Il est vrai que Morales joue fort sur son alliance avec Hugo Chavez surtout, mais également avec Fidel Castro, avec lesquels il vient de signer un *Traité de commerce pour les peuples*, dans le cadre de l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA)³⁴. Cet accord qualifié d'« historique » par le président bolivien lui-même³⁵, possède un caractère nettement « subversif » puisqu'il prône des principes de commerce international fondés sur la coopération et la solidarité, où les besoins des peuples -et non la concurrence et les intérêts économiques- passent au premier plan. Un des bilans qui peut être tiré de la politique extérieure menée par Morales au cours de ses premiers mois au pouvoir est celui d'un rapprochement avec ces deux alliés latino-américains, renforçant ainsi l'axe Caracas-La Havane-La Paz, que certains aiment à appeler « l'axe du bien » -en réponse aux expressions chères à Washington. La Bolivie s'est donc jointe à « *la lutte du compagnon Fidel et de celle du compagnon Chávez, (...) la lutte pour la vie pour l'unité, pour la justice* »³⁶, en se joignant à l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques en tant que troisième membre. Ce projet proposé par Chavez en décembre 2001, se présente comme l'antithèse de l'ALCA. L'ALBA qui signifie « aube » en espagnol, se voulant l'aube d'une ère nouvelle, semble se dessiner comme une sorte de cadre qui intégrerait l'ensemble du sous-continent dans un nouveau modèle économique, politique, social et culturelle, inspiré de la révolution bolivarienne. Dans son programme électoral, le MAS affirmait que « *toute son action internationale [serait] tournée vers une intégration latino-américaine, afin de faire respecter nos droits et, à la fois, pour construire le futur auquel nous avons droit, et non celui dont rêvent les maîtres de l'argent avec leur globalisation* ». De par son intégration au sein de l'ALBA, la Bolivie obtient dès lors la possibilité d'exporter ses produits vers le Venezuela et Cuba sans que ne soient prélevées de taxes, elle recevra également du pétrole à bas prix de la part du Venezuela ainsi que des produits de base de la part des deux pays partenaires, en plus d'une coopération dans le domaine social. La conjoncture continentale ne peut donc être que plus favorable pour le projet de Morales d'établir une alternative politique ambitieuse pour son pays. Il sait en effet qu'il pourra compter sur ses alliés vénézuélien et cubain, dans le cadre de l'ALBA ; Chavez ayant affirmé qu'il protégerait Morales d'une éventuelle tentative américaine de déstabilisation du dirigeant bolivien. Seul bémol avec son inséparable allié qu'est Chavez, un désaccord à propos de la Communauté Andine des Nations (CAN), que le président vénézuélien a décidé de quitter, en raison des accords de libre-échange signés par Bogota et Lima avec Washington. La tension qui s'était installée entre les deux dirigeants semblaient s'être résorbée à l'heure où ceux-ci signaient le Traité de commerce pour les peuples : « *si le compagnon Chávez ne va pas participer à la CAN, il va néanmoins participer à la construction de la nation sud-américaine* », déclarait alors Morales.

³³ Le MAS « *rejette toute forme d'ingérence (...) impérialiste (exemple : l'ALCA) qui prétend exercer une domination sur la volonté du peuple bolivien, l'Etat national ou sur les richesses de la République* », extrait du Programme électoral du Mouvement vers le Socialisme, op.cit.

³⁴ « *Acuerdo para la aplicación de la Alternativa Bolivariana para los pueblos de nuestra América y el Tratado de Comercio de los Pueblos* », La Havane, 29 avril 2006.

³⁵ MORALES AYMA Evo, *discours*, op.cit.

³⁶ Ibidem.

Si « anti-impérialisme » et « intégration régionale » semblent être les mots d'ordre de la politique continentale de Morales³⁷, les relations avec ses voisins sud-américains n'en sont pas moins exemptes de tensions. Telle est le cas avec le géant brésilien, avec qui les relations ont été plutôt tendues par les derniers événements : la nationalisation des hydrocarbures, qui a directement touché les intérêts énergétiques brésiliens, ainsi que la réforme agraire, qui vise directement les grands propriétaires terriens brésiliens établis dans la partie orientale du pays. Une question que l'on doit se poser est celle de la nature des relations qu'entreprendra la Bolivie avec son voisin chilien, ennemi historique et ancré comme telle dans les mœurs boliviennes depuis la guerre du Pacifique de années 80 qui a privé le pays de son accès à la mer. La Bolivie revendique toujours et encore son droit de récupérer un accès -du moins partiel- à la mer, revendication portée également par le leader du MAS. Le dirigeant bolivien parviendra-t-il à obtenir gain de causes ainsi qu'à dégeler les relations entre les deux pays ? L'arrivée au pouvoir de Michelle Bachelet au Chili, leader du Parti socialiste, semble à première vue jouer en sa faveur.

8. « Une révolution décolonisatrice profonde » : la question amérindienne

Les résultats des élections boliviennes, qui ont vu le triomphe de la gauche amérindienne, sont « historiques » à un double point de vue : d'abord, parce que Morales vient renforcer et confirmer ce virage à gauche que connaît actuellement l'Amérique Latine ; ensuite, parce qu'il est le premier président d'origine amérindienne à accéder aux rênes du pouvoir en Bolivie ainsi que dans l'entièreté du continent latino-américain. Ceci pousse Walter D. Mignolio à interpréter l'arrivée au pouvoir de Morales comme celle du point culminant et visible « *d'un virage amorcé depuis cinq siècles, avec la montée en puissance politique, intellectuelle et idéologique des mouvements indiens* ». ³⁸ Avec Morales le processus de décolonisation triomphe dans un pays qui compte près de 70% de population amérindienne – principalement des quechuas et des aymaras - historiquement exclue du système et souffrant de discrimination depuis l'ère de la colonisation. Evo Morales est l'incarnation du pouvoir des peuples autochtones, son arrivée à la tête du pays constitue l'affirmation identitaire et politique de cette population. Il existe d'ailleurs un aspect identitaire qui est caractéristique du Mouvement vers le socialisme : une identité indienne, qui s'identifie aux exclus, aux plus pauvres. L'ascension au pouvoir d'un dirigeant quechua constitue en soi un acte de justice pour cette population amérindienne.

Au-delà de ce fait, la composition du cabinet gouvernemental reflète cette préoccupation de faire entendre la voix des amérindiens sur la scène politique. Ainsi en est-il par exemple de la nomination de David Choquehuanca Céspedes, défenseur des droits autochtones, en tant que ministre des relations extérieures. Mais la nomination la plus parlante à ce sujet est sans aucun doute celle d'Alvaro García Lineras à la vice-présidence. Cet intellectuel renommé -blanc d'origine hispanique- est célèbre pour ses réflexions sur les mouvements sociaux boliviens et pour sa défense en faveur des droits des indiens. Le soutien idéologique à des mouvements amérindiens rebelles, d'inspiration katariste et dénonçant le colonialisme interne, lui aura valu plusieurs années de prison dans les années 80. Ces nominations justifient l'abolition du ministère des affaires autochtones réalisée par Evo Morales dès son arrivée au pouvoir, étant donné que l'entièreté de son cabinet représentera selon lui les intérêts de ces populations. ³⁹

³⁷ ROUSSEAU Stéphanie, « Evo Morales ou les nouvelles promesses de la démocratie et du développement en Amérique latine », *La Chronique des Amériques* - Observatoire des Amériques, Université du Québec à Montréal (UQAM), janvier 2006, n°4.

³⁸ MIGNOLO Walter D., « Virage à gauche ou processus de "décolonisation" ? » (extrait de *América Latina en Movimiento*, Quito), *Le Courrier International*, Révolutions en Amérique Latine, 19-25 Janvier 2006, n° 794, p.36-37.

³⁹ ROUSSEAU Stéphanie, op.cit.

Parmi les principes idéologiques mis en avant par le MAS, on retrouve une remise en cause de l'Etat colonial (et post-colonial) teinté d'un certain anti-occidentalisme, au profit de la valorisation des racines culturelles andines et amazoniennes. « L'evismo », qui se présente comme librement inspiré du mouvement katariste⁴⁰, refuse néanmoins tout ethnocentrisme arrogant, venant à se définir comme « *un indianisme flexible, capable de convoquer les secteurs non indigènes, métis, les secteurs semi urbains* », les classes moyennes et les intellectuels.⁴¹ Malgré les discriminations dont ont souffert les populations amérindiennes, Evo Morales refuse que le mouvement indien ne soit lui-même discriminatoire et en appelle à une Nation dotée d'une « *unité dans la diversité* ».

Les outils politiques indispensables pour mener à bien une « *révolution démocratique décolonisatrice profonde* »⁴² sont doubles : d'une part, l'élaboration d'une nouvelle charte constitutionnelle qui permettrait de refonder la Bolivie sur l'affirmation de nouvelles bases culturelles et identitaires ; et d'autre part, une réforme de l'éducation qui permettrait d'opérer une révolution de la pensée et du savoir. Il s'agit d'affirmer la grandeur de l'identité amérindienne et d'abolir ce « complexe d'infériorité », produit de siècles de colonialisme (et post-colonialisme). Ainsi, Morales s'était engagé à revaloriser les langues, les cultures et la pensée amérindiennes. Le dirigeant est par ailleurs nettement influencé par celles-ci dans ses décisions politiques. Par exemple, ses politiques menées en matière d'hydrocarbures, sa conception de la terre, de l'eau et de l'ensemble des ressources naturelles dérive du concept de *Pachamama*, la « Terre mère », au cœur de la pensée indienne, et qui affirme qu'il n'y a pas de distinction entre la nature et l'homme qu'elle a créé, et donc que la Nature ne peut être exploitée. Sa position de défense envers les cultivateurs de coca doit elle aussi être replacée dans cette culture (la feuille de coca constitue un symbole de l'identité amérindienne) ainsi que son projet de révolution agraire, dans le cadre duquel il entend notamment valoriser les pratiques traditionnelles indiennes relatives à la terre. Enfin, la conception du modèle économique –provisoire- prôné par le vice-président Alvaro García Linera, le « *capitalisme andin-amazonien* », se base sur « *des formes d'auto-organisation et de développement mercantile proprement andin et amazonien* ».⁴³

Les défis en matière de droits des populations autochtones et d'affirmation de leur identité sont gigantesques dans une société dont les mœurs sont marquées par des siècles de colonialisme.

9. La femme, au centre du changement politique

Le discours prononcé par Evo Morales à l'occasion de la signature du Traité de commerce entre les peuples est particulièrement parlant quant au rôle qu'il assigne aux femmes dans les luttes sociales, soulignant leur intelligence ainsi que leur capacité d'organisation et de lutte. Il a ainsi souligné le rôle joué par trois femmes dans l'élaboration de ce Traité de commerce entre les peuples : la ministre bolivienne du développement économique, Celinda Sosa, la ministre

⁴⁰ Le « katarisme » renvoie au révolutionnaire indien Tupac Katari qui prit la tête d'une rébellion indienne contre l'autorité espagnole, assiégeant la ville de La Paz au 18^{ème} siècle. Le mouvement katariste en tant que tel s'appuie sur une identité indienne et paysanne.

⁴¹ GARCIA LINERA Alvaro, « Du capitalisme andino-amazonien », *El Diplo - édition du Cône Sud du Monde Diplomatique*, janvier 2005.

⁴² GARCIA LINERA Alvaro (vice-président de la République de Bolivie), *entretien*, réalisé par Pablo STEFANONI, Franklin RAMIREZ, « Nous ne pensons pas au socialisme mais à une révolution démocratique décolonisatrice profonde », *Página 12*, 10 avril 2006. Disponible sur internet : <www.pagina12web.com.ar>.

⁴³ GARCIA LINERA Alvaro, « Du capitalisme andino-amazonien », op.cit.

cubaine du commerce intérieur, Barbara Castillo, et la ministre vénézuélienne du commerce, [María Cristina Iglesias](#).⁴⁴

Si dans son discours, Morales semble soutenir la cause féminine, au niveau des réalisations concrètes, un pas symbolique a également été pris dans ce sens en ce qui concerne la composition de son cabinet gouvernemental : quatre femmes font partie de son équipe, ce qui est une première en Bolivie. Ainsi en est-il de la nomination en tant que ministre de la Justice de Casimira Rodriguez, dirigeante du syndicat des femmes de ménage. Qui d'autre en effet qu'une femme, issu d'un milieu modeste, ayant elle-même été victime d'injustices au cours de sa vie, pourrait mieux défendre l'idée de justice. Parmi les autres nominations ministérielles, citons également celle hautement importante d'Alicia Munoz Ale en tant que ministre de l'Intérieure. De même qu'il a aboli le ministère des Affaires autochtones, Morales a aboli celui de la condition féminine, considérant que son cabinet intègre pleinement les intérêts des femmes.

III. Bilan de l'action gouvernementale du MAS

Une infinité de défis...

Nous avons ici abordé neuf grands thèmes qui constituaient des promesses électorales du MAS. La liste pourrait encore être longue, les défis auxquels est confronté le gouvernement sont gigantesques, à la mesure de l'espoir et des exigences du peuple bolivien à son égard. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement « masista » a orienté son action politique vers de multiples fronts, probablement avec l'intention de ne pas décevoir sa base électorale. L'avenir politique de cette formation politique et de son leader dépendront du succès relatif de ces diverses mesures entreprises ; en cas d'échec, le peuple bolivien ne lui épargnera probablement pas une démonstration de sa capacité de mobilisation, dont il avait fait preuve lors des deux mandats présidentiels précédents.

Outre les thèmes abordés précédemment, l'action gouvernementale du MAS devra être également évalué sur base d'autres de ses promesses politiques, telles que la lutte contre la corruption, véritable fléau de la politique bolivienne. L'indice de perception de la corruption publié par l'ONG Transparency International témoigne du degré de forte corruption qui sévit en Bolivie : en 2005, le pays disposait d'un indice de 2,5, alors que l'on peut considérer qu'un pays est fortement corrompu dès que cet indice est inférieur à 5. Le MAS s'était également engagé à lutter contre l'impunité, en tant que fervent défenseur de la demande d'extradition du président Sanchez de Lozada, réfugié aux Etats-Unis suite aux événements violents d'octobre 2003. Washington y est resté sourd jusqu'à présent.

La lutte contre la pauvreté dont souffre la société bolivienne constitue également un enjeu de taille ; le MAS s'étant notamment engagé à créer un nouveau système de sécurité social. En outre, pour atténuer quelque peu les inégalités économiques flagrantes entre les castes dirigeantes et le peuple bolivien mais surtout en tant que geste symbolique, le premier décret promulgué par le président bolivien consista en la réduction de son propre salaire. Ceci a quelque peu contraint les autres instances gouvernementales à en faire de même pour l'ensemble des salariés publiques, malgré les protestations vives des fonctionnaires.⁴⁵

La réforme de l'éducation promise par le MAS est aujourd'hui à l'ordre du jour. Un conflit à ce sujet ayant cours entre les autorités religieuses et politiques suite à la parution d'un projet de loi

⁴⁴ MORALES AYMA Evo, *discours*, op.cit.

⁴⁵ CALLE QUINONEZ J. Osvaldo, *Evo Morales está 6 meses en el poder - Cuando la reforma se parece a una revolución*, BolPress, 25 juillet 2006, <http://www.bolpress.com>, août 2006.

qui promeut une éducation publique laïque qui rejetterait tout type de dogme. L'Église se sent attaquée face à la volonté apparente du gouvernement d'abolir l'enseignement de la religion catholique dans le cadre des programmes scolaires. Derrière ce conflit entre l'ordre temporel et spirituel, certains déplorent l'enjeu du pouvoir qui le sous-tend. En ce sens, Felix Patzi, ministre de l'Éducation, affirmait : "L'Église montre maintenant son vrai visage. L'Église est, au côté de l'oligarchie, parce que cela fait 514 ans que l'Église est au service de l'oligarchie et des riches. Cela, personne ne peut le démentir". La réforme éducative lancée par le MAS comprend un plan national d'alphabétisation de la population pauvre bolivienne ; dans ce cadre là, le gouvernement vient de lancer un programme d'alphabétisation cubain⁴⁶. Cette réforme de l'éducation entend être à la base de la « *révolution culturelle, de la pensée et du savoir* » envisagée par le MAS, dont l'intention consiste à « *modifier la pensée ethnocentriste, capitaliste et occidentale afin de contribuer à la transformation des structures sociales, culturelles, politiques et économiques du pays et mettre ainsi fin à toute forme de colonisation* »⁴⁷. Aujourd'hui, le conflit semble s'être apaisé pour déboucher sur une modification de certains termes du projet de loi : désormais l'éducation bolivienne est dite « *laïque et pluraliste* » et rejette « *tout type d'imposition dogmatique* ». ⁴⁸

De plus, nous sommes à même de nous interroger sur la manière dont le gouvernement va réussir à gérer les volontés autonomistes des provinces de Santa Cruz et de Tarija - où se trouvent les élites économiques et la plupart des richesses naturelles du pays – encouragées par leurs comités civiques respectifs. Les résultats du référendum du 2 juillet sur la question des autonomies départementales ont confirmé la division du pays en deux : entre les cinq départements situés dans la partie occidentale, bastions traditionnels du MAS, qui ont massivement voté pour le non, et les quatre départements situés dans la partie orientale, qui se sont prononcés pour le oui. Au niveau national, le « non » l'a nettement emporté (57,6% pour le non et 42,4% pour le oui) ; ce qui signifie que l'Assemblée constituante n'est pas obligée d'intégrer un régime d'autonomie départementale au sein de la nouvelle constitution, mais il est fort probable que la volonté autonomiste d'une partie de la population bolivienne sera prise en compte et débattue lors de ces séances⁴⁹. En attendant, les revendications autonomistes et même sécessionnistes perdurent.

Enfin, l'efficacité de l'action politique du MAS dépendra des rapports qu'il entretiendra avec les mouvements sociaux. En effet, l'arrivée au pouvoir de cette formation politique, dont on dit qu'il s'agit davantage d'une « *confédération d'organisations sociales plus [que d'un] parti* »⁵⁰ a été présentée à bien des égards comme une prise du pouvoir politique par les mouvements sociaux. En ce sens, la composition du cabinet gouvernemental reflète cette participation de la société civile organisée, dans la mesure où il est composé massivement de leaders des organisations sociales populaires. Si le parti se présente lui-même comme le porte-parole de ces mouvements, son défi concernant la relation qu'il entretiendra avec ceux-ci est double. D'une part, il s'agit de disposer de leur appui, mais non d'une soumission inconditionnelle qui remettrait en question leur indépendance par rapport au gouvernement, ni d'une opposition trop vive qui rendrait d'emblée la tâche gouvernementale malaisée et qui empêcherait une coopération étroite entre ces deux acteurs dans la prise de décision politique. A ce sujet, les

⁴⁶ MONGAN Matías, « La batalla educativa en Bolivia - Evo Morales pone en marcha plan de alfabetización cubano », *Prensa Mercosur*, 03 août 2006.

⁴⁷ Programme électoral du Mouvement vers le Socialisme (MAS), op.cit.

⁴⁸ BELLIDO José Luis, *Iglesia Católica y gobierno boliviano llegan a un consenso*, Mosaico Social, 10 août 2006, <http://www.mosaicosocial.org.br>, août 2006.

⁴⁹ L'ensemble de ces données proviennent de la Cour nationale électorale de la République de Bolivie (CNE) : *Résultats de l'Assemblée constituante et du référendum sur les autonomies*, document d'information publique n°3, La Paz : Cour nationale électorale de la République de Bolivie (CNE), juillet 2006. Disponible sur internet : <<http://www.cne.org.bo>>.

⁵⁰ LEMOINE Maurice, op.cit.

critiques formulées à l'encontre de Morales par les dirigeants des mouvements les plus radicaux, tels que Jaime Solares de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et Felipe Quispe du Mouvement indigéniste Pachakuti (MIP), ne sont pas rares. Ceux-ci dénoncent l'attitude trop modérée du président bolivien et l'accuse de trahison à divers égards. Face à ces propos, le leader du MAS en appelle à l'unité des mouvements sociaux, accusant implicitement les dirigeants sociaux qui n'œuvrent pas dans ce sens⁵¹. D'autre part, étant donné que la société civile bolivienne organisée se caractérise par la diversité et l'autonomie des organisations qui la composent, le défi consiste donc également à réussir à concilier les attentes hétéroclites de ces différents groupes de pression⁵².

Première évaluation...?

Il est évident qu'il est encore bien trop tôt pour pouvoir évaluer de manière réfléchie l'action politique du MAS et d'Evo Morales, étant donné que nous ne disposons pas de divers outils nécessaires à son évaluation. En effet, le gouvernement n'a jusqu'alors pas disposé de suffisamment de temps que pour pouvoir faire ses preuves et montrer la manière dont il s'attaquerait à chacun des domaines évoqués dans son programme électoral. En outre, il est indispensable d'attendre pour pouvoir constater les effets des politiques publiques effectivement mises en œuvre. Enfin, nous ne disposons pas du recul nécessaire pour pouvoir juger de manière la plus objective possible, car le risque est là de nous laisser emporter par l'émotion qu'on suscite ces élections pour la population bolivienne et par la symbolique que représente cet événement.

Nous pouvons néanmoins constater que parmi les grands changements annoncés par Evo Morales avant son élection, plusieurs d'entre eux ont déjà été mis en œuvre – ou tout au moins les mécanismes politiques ont-ils été déployés. Ainsi en est-il de la nationalisation des hydrocarbures, la convocation de la constituante, le lancement de la révolution agraire et de la réforme éducative, les premiers pas de la révolution décolonisatrice visant à mettre un terme à la fragmentation ethnique au sein de la société, la valorisation des femmes dans le cadre de l'action politique, la réduction des salaires de la bureaucratie étatique, et enfin l'orientation que prend son action internationale. Il reste néanmoins des sujets brûlants qui se doivent d'être abordés au plus vite ; les multiples déclarations de Morales et de son équipe gouvernementale laissent entrevoir que ces prochains domaines seront au cœur de leurs actions politiques. Reste à voir si ces bonnes paroles seront changées en action, et d'autant plus en actions efficaces.

Il convient d'ajouter à tout cela que selon un article récent de Franz Chávez, les premiers indicateurs économiques révélateur de la situation en Bolivie sont excellents. L'Institut National de Statistiques (INE) constate en effet au cours de ce premier semestre une augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'ordre de 4,33%, alors que nombreux étaient ceux qui prédisaient une fuite de l'investissement publique face à un gouvernement qualifié de « communiste » avec le risque d'aboutir à une catastrophe économique. En outre, les exportations ont nettement augmenté entre janvier et juin, atteignant de la sorte une valeur jamais atteinte auparavant de l'ordre de 1800 millions de dollars.⁵³

Atouts et obstacles à l'action gouvernementale

Malgré ces premiers indicateurs économiques et politiques qui semblent plutôt favorables, nombreux sont les obstacles qui viennent entraver la manœuvre du gouvernement dans sa tentative de construction d'un nouveau système politique, social et économique. D'une part, une

⁵¹ MORALES AYMA Evo, discours, op.cit.

⁵² ROUSSEAU Stephanie, op.cit.

⁵³ CHAVEZ Franz, *Bolivia : Gobierno indígena entre logros y utopías*, op.cit.

opposition conservatrice et bourgeoise qui s'appuie sur l'élite économique du pays ainsi que sur la population blanche des provinces de Santa Cruz et de Tarija à tendance autonomiste voire séparatiste. En outre, le gouvernement doit faire face au mécontentement des multinationales suite aux diverses mesures prises réduisant quelque peu leur pouvoir démesuré. A l'opposé des reproches précédentes, les mouvements sociaux les plus radicaux dénoncent l'institutionnalisation du MAS qui l'a conduit à une trop grande modération. Au niveau des relations internationales, la Bolivie a connu à maintes reprises une vive tension, notamment avec certains de ses voisins latino-américains mais surtout avec le géant nord-américain – qui observe d'un mauvais œil les agissements du gouvernement « masista ».

Le défi est-il pour autant impossible à remplir ? Nombreux sont également les atouts dont dispose le gouvernement. Le plus important sans aucun doute est celui du soutien populaire massif dont bénéficie le leader charismatique, dont le mot d'ordre est l'exercice d'un pouvoir plus proche du peuple. Celui-ci a par ailleurs fait de Morales l'incarnation de sa volonté de changement (comme nous l'avons vu ci-dessus) et ne laissera probablement pas quiconque compromettre les premiers pas d'un renouveau politique et social tant attendu. En outre, la conjoncture régionale actuelle est nettement favorable, puisque la Bolivie est assurée d'un soutien de plusieurs de ses alliés, notamment dans le cadre de l'ALBA. Enfin, mentionnons également les richesses naturelles que renferme le pays, ce qui permettra à la fois de financer ses politiques sociales, mais également – si l'on pense aux réserves d'hydrocarbures et à la soif de pétrole des puissances du nord – de ne pas se retrouver isolé sur la scène internationale.

Conclusion générale

L'Amérique Latine est aujourd'hui en plein foisonnement politique et social, à un double niveau : d'une part, au niveau politique, avec la construction par une série de gouvernements dits progressistes de projets alternatifs au modèle idéologique établi de par le monde ; et d'autre part, au niveau social, avec l'émergence d'une multitude de nouveaux mouvements sociaux et par l'intensification de leur lutte qui s'inscrit dans celle du peuple latino-américain. Parmi ces expériences qui doivent être suivies de près, se trouve celle que vit actuellement la Bolivie.

A ceux qui posent la question quant à savoir s'il s'agit ici d'une réforme ou d'une révolution, faisons taire les mauvaises langues ou ceux qui tendent à tirer des conclusions trop hâtives, car seul le temps nous le dira.

Nous sommes un attelage, disait Evo Morales, destiné à travailler pour la Bolivie, labourant la terre afin qu'il y ait des fruits pour le pays.⁵⁴ Espérons que la récolte sera abondante...

⁵⁴ MORALES AYMA Evo, *discours*, op.cit.

Note - L'essentiel de mon travail se base sur les documents suivants : le programme électoral du Mouvement vers le Socialisme (dans le cadre des élections du 18 décembre 2005), le discours prononcé par le président bolivien Evo Morales Ayma à l'occasion de la signature du Traité commercial pour les peuples (26 mai 2006) et enfin une série d'articles disponibles sur l'excellent site de RISAL - Réseau d'information et de Solidarité avec l'Amérique Latine (www.risal.collectifs.net) dans la Rubrique « Bolivie ».

Bibliographie

Articles de périodiques

BOERSNER Demetrio, « La tentation du double discours » (extrait de *El Nacional*, Caracas), *Le Courrier International*, Révolutions en Amérique Latine, 19-25 Janvier 2006, n° 794, p.39.

CHAVEZ Walter, « Effervescence populaire en Bolivie », *Le Monde diplomatique*, mars 2005, p.11.

CASSEN Bernard, « Une nouvelle Amérique latine à Vienne », *Le Monde diplomatique*, juin 2006, p.20.

DO ALTO Hervé, « Le gouvernement Morales », *Inprecor*, janvier-février 2006, n° 513/514.

DO ALTO Hervé, « Après le triomphe électoral du MAS, les défis d'un gouvernement issu des luttes sociales », *Inprecor*, janvier-février 2006, n° 513/514.

DO ALTO Hervé, « Le défi de Morales », *Inprecor*, mars-avril 2006, n° 515/516.

DO ALTO Hervé, « Les premiers pas du gouvernement Morales », *Inprecor*, juin 2006, n° 518.

DOLAN Mike, « Bolivia seen likely to end IMF financing ties », *Reuters*, 7 mars 2006.

DOS REIS Isabelle, « Bolivie : la "Seconde réforme agraire" touchera de plein fouet les grands propriétaires brésiliens », *Info Terra - Freres des Hommes*, juillet 2006, n°69.

GARCIA LINERA Alvaro, « Du capitalisme andino-amazonien », *El Diplo - édition du Cône Sud du Monde Diplomatique*, janvier 2005.

LEMOINE Maurice, « Puissant et fragmenté, le mouvement social bolivien », *Le Monde diplomatique*, novembre 2005, p.14-15.

LEVEQUE Frédéric, « La Bolivie et la dette », *Les autres voix de la planète*, 2^e trimestre 2006, n°31, p.28-31.

LEVEQUE Frédéric, « La Bolivie nationalise ses hydrocarbures », *La Gauche - mensuel du Parti ouvrier socialiste*, juin 2006.

LEMOINE Maurice, « Le "coup d'éclat" du président bolivien », *Les autres voix de la planète*, 2^e trimestre 2006, n°31, p.32.

MIGNOLO Walter D., « Virage à gauche ou processus de "décolonisation" ? » (extrait de *América Latina en Movimiento*, Quito), *Le Courrier International*, Révolutions en Amérique Latine, 19-25 Janvier 2006, n° 794, p.36-37.

MONGAN Matías, « La batalla educativa en Bolivia - Evo Morales pone en marcha plan de alfabetización cubano », *Prensa Mercosur*, 03 août 2006.

PEREZ Benito, « L'Amérique latine progressiste passe un test décisif en Bolivie », *Le Courrier*, 3 mai 2006.

PEREZ Benito, « Les Boliviens confirment leur virage à gauche », *Le Courrier*, 4 juillet 2006.

PEREZ Benito, « Le succès paradoxal d'Evo Morales », *Le Courrier*, 4 juillet 2006.

ROUSSEAU Stéphanie, « Evo Morales ou les nouvelles promesses de la démocratie et du développement en Amérique latine », *La Chronique des Amériques - Observatoire des Amériques*, Université du Québec à Montréal (UQAM), janvier 2006, n°4.

ZIBECCHI Raúl, « Bolivie : le ballottage technique souhaité », *La Jornada*, 10 juillet 2006.

Contribution à des ouvrages collectifs

DUTERME Bernard, « Conditions, formes et bilans du retour de la gauche en Amérique Latine », in *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique Latine : points de vue latino-américains*, Paris : Centre Tricontinental et Editions Syllepse, Alternatives Sud, Louvain-la-Neuve, 2005, vol.XII, n°2, p.7-20.

SUAREZ Hugo José, « Bolivie : les antécédents et les défis de la nouvelle gauche », in *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique Latine : points de vue latino-américains*, Paris : Centre Tricontinental et Editions Syllepse, Alternatives Sud, Louvain-la-Neuve, 2005, vol.XII, n°2, p.141-153.

Working papers

DOUCET Chantal, « [La Bolivie d'Evo Morales, la reconstruction d'un pays](#) », in FAVREAU Louis (sous la direction de), *L'Amérique latine qui se refait : la reconstruction de la Bolivie et l'émergence d'un réseau continental de commerce équitable et d'économie solidaire*, Québec : Observatoire en économie sociale, Cahier de la CRDC - Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, série comparaisons internationales, n° 28, 2006.

Documents Internet

BELLIDO José Luis, *Iglesia Católica y gobierno boliviano llegan a un consenso*, Mosaico Social, 10 août 2006, <http://www.mosaicosocial.org.br>, août 2006.

CALLE QUINONEZ J. Osvaldo, *Evo Morales está 6 meses en el poder - Cuando la reforma se parece a una revolución*, BolPress, 25 juillet 2006, <http://www.bolpress.com>, août 2006.

CHAVEZ Franz, *Le gouvernement bolivien relancera la réforme agraire*, Rome : Agencia de noticias Inter Press Service (IPS), 7 mars 2006, <http://www.ipsnoticias.org>, août 2006.

CHAVEZ Franz, *Bolivia : Gobierno indígena entre logros y utopías*, Rome : Agencia de noticias Inter Press Service (IPS), 29 jul 2006, <http://www.ipsnoticias.org>, août 2006.

Evo Morales lanzó la “revolución agraria”, Venezuela : Telesur, 2 août 2006, <http://www.telesurtv.net>, août 2006.

FRANTI Pierre, *Une renationalisation en trompe l’œil qui suscite des espoirs...*, La Brèche, mai 2006, n°23, <http://www.labreche.ch>, août 2006.

FUNDACION JUBILEO, *Condonación de la deuda con el banco mundial se hará efectiva en Julio de 2006*, Communiqué de presse, La Paz, 9 janvier 2006, <http://www.jubileobolivia.org>, août 2006.

FUNDACION JUBILEO, *Bolivia intenta alejarse del FMI para apostar por su soberanía económica*, La Paz, <http://www.jubileobolivia.org>, août 2006.

GALLOY Christian, *Bolivia - Evo Morales: bilan des changements annoncés*, Madrid : Latin Reporters, jeudi 22 décembre 2005, <http://www.latinreporters.com>, août 2006.

GIACOSA Guillermo, *La irracional batalla a la Hoja de Coca*, Revista Mariátegui, 21 juillet 2006, <http://mariategui.blogspot.com>, août 2006.

HERRAIZ Iñigo, *Les défis de la Bolivie (IV) : quand l’eau est privatisée*, Madrid : Agencia de Informacion Solidaria, 7 avril 2005, <http://www.infosolidaria.org>, août 2006.

LEMOINE Maurice, *La Bolivie indienne rejoint la gauche latina*, Paris : Le Monde diplomatique, décembre 2005, <http://www.monde-diplomatique.fr>, août 2006.

Le président bolivien lance sa réforme agraire avec les premiers dons de terrains, Paris : Frère des Hommes, 6 juin 2006, <http://www.france-fdh.org>, août 2006.

Proclamarán en Bolivia verdadera Revolución Agraria, La Havane : Prensa Latina, 30 juillet 2006, <http://www.prensalatina.com.mx>, août 2006.

SECOURS CATHOLIQUE, *Bolivia : la longue lutte pour l’eau*, Paris : Secours catholique, 15 mai 2006, <http://www.secours-catholique.asso.fr>, août 2006.

Documents officiels

Decret suprême n° 2870, 1er mai 2006, La Paz. Disponible sur internet : <http://www.comunica.gov.bo>.

MORALES AYMA Evo, *discours* – à l’occasion de la signature des accords de coopération et de solidarité, La Paz, 26 mai 2006. Disponible sur internet : <http://www.presidencia.gov.bo>.

Programme électoral du Mouvement vers le Socialisme (MAS), décembre 2005. Disponible sur internet : <http://www.masbolivia.net>.

Rapport mondial sur le développement humain 2005, New York : Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2005. Disponible sur internet : <http://hdr.undp.org>.

Résultats de l'Assemblée constituante et du référendum sur les autonomies, document d'information publique n°3, La Paz : Cour nationale électorale de la République de Bolivie (CNE), juillet 2006. Disponible sur internet : <<http://www.cne.org.bo>>.

Entretiens

GARCIA LINERA Alvaro (vice-président de la République de Bolivie), *entretien*, réalisé par Pablo STEFANONI, Franklin RAMIREZ, « Nous ne pensons pas au socialisme mais à une révolution démocratique décolonisatrice profonde », *Página 12*, 10 avril 2006. Disponible sur internet : <<http://www.pagina12web.com.ar>>.

MORALES AYMA Evo (président de la République de Bolivie), *entretien*, réalisé par Benito PEREZ, « Le leader de la gauche bolivienne est à Genève pour demander une enquête sur la répression. Evo, paysan indien devenu cauchemar des USA », *Le Courrier*, 27 mai 2003.

QUINTANA Juan Ramon (ministre de la Présidence de Bolivie), *entretien*, réalisé par Hervé DO ALTO, « Défis et profil du nouveau gouvernement bolivien », *Rouge*, 9 février 2006, n°2145.